

Initiatives ministérielles

Selon mon collègue, le Nouveau Parti démocratique, votera contre le projet de loi C-23 parce qu'il réduit les possibilités qu'ont les Canadiens d'avoir leur mot à dire dans ce qui leur arrive, ainsi qu'à leurs localités, à leur eau et leur électricité. Même si nous n'avons pas été témoins de cela de nos propres yeux, il serait impossible pour nous de ne pas tenir compte des fantômes des gens qui sont ensevelis sous les eaux des lacs en Flèche et du fleuve Columbia et dans les localités de Burton et de Arrow Park.

Même dans leurs lieux de sépulture, ils ont payé le prix d'une politique énergétique continentale qui leur a été imposée. Nous sommes méfiants et avec raison. Le gouvernement ne peut que nous inviter à lui faire confiance ainsi qu'aux bureaucrates, à avoir foi dans les compagnies d'électricité du pays, comme la B.C. Hydro, qu'elles soient publiques ou privées. Il veut que nous fassions confiance aux gouvernements, aux gouvernements provinciaux et au gouvernement fédéral. Il affirme que des audiences publiques ne sont pas nécessaires et qu'il faut laisser aux hommes politiques et aux bureaucrates le soin de prendre les décisions.

En fonction de notre expérience, de celle de nos prédécesseurs et de la sienne, mon collègue peut-il avoir ce genre de confiance dans n'importe quel gouvernement, surtout quand on sait que c'est un gouvernement conservateur qui a négocié et un gouvernement libéral qui a appliqué le traité qui a durement frappé nos localités et notre peuple dans le passé?

M. MacWilliam: Pour répondre plus précisément à la question concernant la confiance, je pense que dans une large mesure, je parle au nom de mes électeurs en général lorsque j'affirme qu'on se méfie énormément des actions du gouvernement relativement à la conclusion d'un accord de libre-échange et à la vente à rabais de notre énergie et de nos ressources non renouvelables.

Mon collègue s'est fort bien rappelé des arguments qui ont été présentés au cours de la campagne électorale sur les répercussions de l'Accord de libre-échange dans le domaine de l'énergie. Les gens sont toujours fort inquiets à ce sujet. Le fait est que nous avons été témoins des ravages causés par la construction de barrages et la disparition de milliers d'hectares de terres agricoles viables, alors qu'on a changé du tout au tout le mode de vie des habitants de localités dans toute une vallée. Je parle plus précisément de la construction d'un barrage sur le fleuve Columbia, à la suite de la signature du Traité du

fleuve Columbia. Nous avons pu constater ce qui pouvait arriver à des économies. Nous avons pu voir dans quelle mesure le mode de vie de toute une vallée pouvait être modifié. Cela nous inquiète. Il y a une grande méfiance à l'égard des initiatives du gouvernement fédéral et de la province.

Nous savons, par exemple, que ce traité doit être renégocié en 1992. Il y a tout lieu de s'attendre à ce que nos voisins du sud veuillent recevoir autant d'eau, sinon plus, probablement, des déversoirs. Dans une région comme celle d'Okanagan—Shuswap qui est normalement semi-aride, faute d'eau, cela pose de très graves problèmes. Les gens ont très peur qu'une fois les robinets ouverts, il soit impossible de les fermer.

Cela me rappelle un autre projet qui avait été envisagé par nos voisins américains. J'ignore comment ils nous perçoivent, mais ils sont allés jusqu'à élaborer le plan NAWAPA, la North America Water and Power Alliance. Il s'agit d'une idée toute simple qui consiste à fermer l'extrémité sud des vallées des Rocheuses par un barrage, à tout inonder jusqu'au Yukon et à créer un immense réservoir pour alimenter les distributrices à coke de Los Angeles et de San Diego. «C'est un immense réservoir d'eau et d'énergie.» Quelle arrogance de croire que les habitants de la Colombie-Britannique et les Canadiens permettraient d'inonder des millions d'acres de territoire et de transformer la Colombie-Britannique en réservoir pour alimenter le sud-ouest américain en énergie. Les groupes de pression qui ont l'oreille du ministre de l'Énergie parlent encore de ce plan.

Regardez qui a négocié l'Accord de libre-échange. M. Reisman a été le maître artisan du plan de grand canal. C'était une belle petite combine pour vider la baie James dans le réseau hydrographique du Mississippi.

Nous savons ce que M. Reisman a dit des ressources hydrographiques du Canada. Il a dit qu'il s'en servirait comme appât pour négocier l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, et il l'a fait. Comme il fallait s'y attendre, les Américains jubilaient. Ils ont saisi l'appât et signé l'accord, et se préparent maintenant à s'emparer de nos ressources énergétiques.

M. le vice-président: La députée de Nepean a la parole pour poser une question ou faire une observation.

Mme Gaffney: D'abord, je tiens à féliciter mon collègue néo-démocrate pour une allocution fort émouvante.

Des voix: Bravo!